



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

L'égalité des genres : un pilier pour la paix



Rapport d'étape sur le

PLAN D'ACTION NATIONAL DU CANADA

2017-2022

pour la mise en œuvre des
résolutions du Conseil de
sécurité des Nations Unies sur
les femmes, la paix et la sécurité

Exercice financier 2017-18

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du
Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de
la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS
de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136
(au Canada seulement).

Télécopieur :
613-996-9709

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesty la Reine, chef du Canada, 2018

This document is also available in English under
*Progress Report for Canada's National Action Plan on Women,
Peace and Security, fiscal year 2017-18*

Papier :
FR5-150/1-2018
978-0-660-27907-7

PDF :
FR5-150/1-2018F-PDF
978-0-660-27906-0

Imprimé au Canada

Table des matières

02	AVANT-PROPOS
05	INTRODUCTION
06	ENGAGEMENTS DU CANADA
07	NOUVELLES POSSIBILITÉS
09	DÉFIS
12	RÉSULTATS
22	PROCHAINES ÉTAPES
23	ANNEXE A

AVANT-PROPOS

Le lancement du deuxième Plan d'action national du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS), en novembre 2017, a marqué le début d'une nouvelle et ambitieuse approche féministe de la paix et de la stabilité par le gouvernement du Canada. L'ensemble du gouvernement souscrit à l'idée que l'égalité des genres sert de fondement à l'existence de pays et de collectivités plus pacifiques et plus sûrs. Par conséquent, le gouvernement a affecté plus de fonds, lancé de multiples initiatives nouvelles, collaboré de plus en plus avec la société civile et exhorté les autorités canadiennes, au pays et à l'étranger, à mobiliser les appuis en faveur des femmes en leur qualité d'agentes actives de la paix. Les ambitions du Canada en matière de changement sont audacieuses, mais elles vont de pair avec la notion voulant qu'il faille du temps pour instaurer des changements durables. Le gouvernement est résolu à atteindre ses buts et à investir là où il le faudra pour concrétiser les cibles définies dans son deuxième Plan d'action national pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (le Plan d'action). Bien que les résultats les plus fondamentaux d'une transformation des comportements soient encore à venir, le présent rapport détaille certains des nombreux résultats parmi les premiers à être manifestes et certaines des nombreuses activités déjà en cours.

Au cours de la dernière année, le Canada a lancé l'Initiative Elsie sur les femmes dans les opérations de paix pour accroître le nombre de femmes soldates de la paix partout dans le monde et pour rendre leur contexte de travail plus sûr, plus inclusif et, finalement, plus efficace. Le Canada a aussi amorcé, en collaboration avec le Royaume Uni et le Bangladesh, le réseau du chef d'état major de la Défense pour les FPS afin d'encourager un changement culturel et institutionnel transformateur au sein des forces armées nationales. Pendant que le Canada présidait le G7 en 2018, le gouvernement s'est efforcé de promouvoir l'égalité des genres dans ses nombreux secteurs d'activités. Il a mobilisé les États du G7 pour appuyer une annonce faite au Sommet du G7 en vertu de laquelle ces pays se sont engagés à fournir près de 3,8 milliards de dollars pour accroître les possibilités de s'instruire pour les femmes et les filles dans les pays fragiles, en crise et aux prises avec des conflits. L'Initiative de partenariats du G7 pour les FPS, lancée conjointement par les membres du G7 et huit pays partenaires, favorise davantage l'égalité des genres et les droits des femmes dans les États fragiles et touchés par des conflits; le Canada est heureux de s'associer à la Côte d'Ivoire dans cet effort important.

Le Canada s'est engagé à suivre une approche humanitaire axée sur le genre pour offrir des programmes qui répondent aux besoins des femmes et des filles, y compris des services de santé sexuelle et reproductive. Dans des pays tels que le Bangladesh et l'Iraq, le Canada a accru son aide aux survivantes de la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris des services psychosociaux et des refuges pour les femmes. Le Canada a été à l'origine des Déclarations du G7 à Whistler sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'action humanitaire et sur la protection contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements dans le domaine de l'aide internationale, déclarations qui ont été adoptées par le G7 en juin 2018. Le leadership

du gouvernement au chapitre de l'égalité des genres dans l'action humanitaire sera encore plus manifeste quand le Canada montrera la voie en 2019 dans le contexte de l'Appel à l'action pour la protection contre la violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence.

Juste avant de déposer ce rapport, le Canada a organisé, avec l'UE, une réunion des femmes ministres des Affaires étrangères pour faire valoir au plus haut niveau le leadership des femmes dans le contexte de la paix et de la sécurité. Lors de cette réunion, le Canada a annoncé son intention de nommer une ambassadrice pour les FPS qui conseillera les ministres sur la mise en œuvre efficace de son Plan d'action national et qui fera la promotion du Programme FPS partout dans le monde. Afin de souligner le 20^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, en 2020, le Canada a aussi annoncé qu'il coprésidera, avec l'Uruguay, le Réseau mondial des correspondants nationaux sur les FPS. Cela constitue pour le Canada une occasion sans pareille de collaborer avec d'autres instances pour sensibiliser davantage la collectivité internationale au Programme FPS et renforcer ses interventions dans ce contexte.

Les groupes de la société civile, aux niveaux local et international, sont des partenaires essentiels dans le cadre du Plan d'action du Canada. Par l'intermédiaire de l'initiative Voix et leadership des femmes, le Canada appuie des organisations communautaires locales de défense des droits des femmes. En mai 2018, le gouvernement a lancé un appel à l'action à la société civile, aux philanthropes et au secteur privé pour les encourager à collaborer avec lui dans la mise sur pied d'un nouveau partenariat en faveur de l'égalité des genres. Cette nouvelle initiative de financement, à laquelle le Canada a affecté une somme maximale de 300 millions de dollars, a pour objet de mobiliser une quantité sans précédent de ressources pour aider à remédier à l'insuffisance des fonds à laquelle font face les organisations défendant les droits des femmes.

Au Canada, le gouvernement a officialisé son partenariat avec la société civile par l'intermédiaire du Groupe consultatif du Plan d'action afin de tirer parti de l'expertise de ses collègues agissant en première ligne. Le Groupe consultatif est une

QUI EST ELSIE?

L'Initiative Elsie porte le nom de la pionnière canadienne en matière de droits des femmes, Elsie MacGill (1905-1980). M^{me} MacGill est née à Vancouver et a obtenu son diplôme de l'Université de Toronto en 1927; elle est devenue la première Canadienne à obtenir un diplôme en génie électrique.



M^{me} MacGill a aussi été la première femme à concevoir des aéronefs et elle a été chargée de la construction d'avions de chasse Hawker Hurricane à la Canadian Car and Foundry, qui employait 200 femmes durant la Seconde Guerre mondiale.

M^{me} MacGill a surmonté de nombreux défis au cours de sa vie remplie d'exploits. À 24 ans, elle a contracté une forme grave de poliomyélite. Transformant son expérience en tant que patiente en un appel à l'action, elle est devenue une championne des droits des femmes et des personnes handicapées. Elsie MacGill a lutté pour promouvoir les intérêts des femmes et des personnes handicapées en travaillant infatigablement et bénévolement au sein de nombreux comités nationaux. Elle a fait partie de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada et elle a plus tard représenté le Canada à l'Organisation de l'aviation civile internationale.

tribune essentielle où tous les partenaires fédéraux peuvent discuter des défis et des possibilités avec la société civile et les organisations autochtones. Outre qu'il veut connaître leurs points de vue fondés sur l'expérience, le gouvernement s'attend à ce que la société civile lui demande de rendre des comptes et à ce qu'elle établisse ainsi s'il atteint ses objectifs ou non. Le gouvernement est très reconnaissant des conseils que lui fournissent ses nombreux partenaires de la société civile, en particulier le réseau Femmes, paix et sécurité - Canada. Il y a encore beaucoup à apprendre et à améliorer, et c'est grâce à cette collaboration que le Canada continuera à faire mieux à l'avenir.

Les efforts que le Canada a déployés pour promouvoir le Programme FPS au cours de la période visée par le rapport n'ont pas toujours été faciles. Des engagements ont été pris, des fonds ont été débloqués, et de nouveaux programmes sont en cours. Toutefois, pour produire des

résultats durables qui répondent aux ambitions du gouvernement, il faudra examiner souvent et honnêtement les domaines où des améliorations s'imposent. Des obstacles administratifs, des défis liés à la mesure des résultats et à l'attribution des ressources et des difficultés permanentes inhérentes au travail dans les zones de conflit obligent le gouvernement à adapter ses outils. Malgré les obstacles se dressant devant ceux qui cherchent à mettre le Plan d'action en œuvre, le gouvernement du Canada demeure tout à fait résolu à travailler avec tous les intervenants dans le Programme FPS pour faire en sorte que la progression vers nos objectifs communs en la matière se poursuive constamment, judicieusement et sans relâche; les femmes, les filles et toutes les personnes qui souffrent de l'absence de la paix et de la sécurité ne méritent rien de moins.

INTRODUCTION

Le Plan national d'action du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité¹ a été lancé le 1^{er} novembre 2017; il prévoit une approche holistique pour améliorer la sécurité, promouvoir l'égalité des genres et établir une paix durable dans le cadre de tous les efforts que le Canada déploie dans les zones fragiles, aux prises avec des conflits et nécessitant une aide humanitaire. Le Plan vise à produire une réponse pangouvernementale cohérente aux besoins définis dans le Programme FPS et, par extension, de faire progresser ce dernier de concert avec les partenaires locaux et internationaux. Le Plan d'action est au cœur de la Politique étrangère féministe du Canada, laquelle comprend la Politique d'aide internationale féministe et la Politique canadienne de défense.

Plusieurs ministères et organismes fédéraux contribuent activement à la mise en œuvre du Plan d'action du Canada. Les principaux partenaires sont Affaires mondiales Canada, le ministère de la Défense nationale (MDN), les Forces armées canadiennes (FAC) et la Gendarmerie royale du

Canada (GRC). Les nouveaux partenaires et ceux fournissant leur appui sont Sécurité publique Canada (SP), Condition féminine Canada (CFC), Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), le ministère de la Justice, Services aux Autochtones Canada (SAC) et Relations Couronne Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC). Outre qu'ils appliquent l'analyse comparative entre les genres plus dans leurs politiques et leurs programmes, au Canada et à l'étranger, les ministères et organismes adoptent des mesures particulières pour promouvoir la diversité et l'égalité des genres. Leurs plans de promotion des objectifs du Programme FPS et du Plan d'action sont accessibles au public.

Le Plan d'action a déjà galvanisé les efforts que les ministères et les organismes fédéraux font pour multiplier leurs interventions au pays et outre-mer. Les programmes d'aide internationale ont permis de canaliser des ressources supplémentaires et de mettre au point de nouveaux outils pour mieux intégrer le Programme FPS dans leurs investissements. Pendant l'année visée par le rapport, par exemple, Affaires mondiales Canada a attribué 408 millions de dollars à des projets qui ont fait progresser le Programme FPS, comparativement à 221 millions de dollars l'année précédente. Au cours de cette période, le Canada a aussi intensifié son travail de sensibilisation et renforcé son leadership politique dans les contextes bilatéraux et multilatéraux, en faisant la promotion du Programme FPS dans plus de 60 interventions de haut niveau.

¹: Canada.ca/plan-action-femmes-paix-securite

ENGAGEMENTS DU CANADA

Le Plan d'action du Canada définit les engagements particuliers que le gouvernement prend pour promouvoir le Programme FPS entre 2017 et 2022. Le Plan d'action engage le gouvernement à :

- soutenir la participation accrue et significative des femmes ainsi que des organisations et des réseaux de femmes dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans la reconstruction des États sortant d'un conflit;
- prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre commise lors de conflits ainsi que l'exploitation et les abus sexuels perpétrés par des soldats de la paix et d'autres membres du personnel international, incluant le personnel humanitaire et du développement, intervenir dans ces cas de violence, d'exploitation et d'abus, et mettre fin à l'impunité les concernant;
- promouvoir et protéger les droits de la personne des femmes et des filles, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans les États fragiles et ceux touchés par les conflits ou dans une situation de post-conflit;
- répondre aux besoins particuliers des femmes et des filles dans des contextes humanitaires, notamment la défense de leurs droits sexuels et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive;
- renforcer la capacité des opérations de paix à faire avancer le Programme FPS, notamment par le déploiement d'un plus grand nombre de femmes et par l'intégration entière du Programme FPS aux opérations des FAC et au déploiement des forces policières.

NOUVELLES POSSIBILITÉS

Le Plan d'action renouvelé procure aux ministères et aux partenaires du gouvernement une occasion de remettre en question leurs modes de pensée et leurs façons de faire lorsqu'il s'agit de l'égalité des genres, et de mieux intégrer l'objectif de l'égalité dans les programmes conçus pour appuyer des sociétés pacifiques et prospères.

Au cours de la première année d'application du Plan d'action, la nouvelle approche a déjà accru la prise en charge par les ministères et les programmes et leur responsabilisation. Ce sont là des ingrédients essentiels pour accélérer les efforts que le gouvernement consent pour intégrer les objectifs du Plan d'action dans toutes ses activités. L'embauche de conseillers supplémentaires en matière d'égalité des genres et la création de postes de responsables de la coordination pour l'égalité des genres au MDN, dans les FAC et dans les directions à Affaires mondiales Canada s'occupant des questions de paix et de sécurité sont des exemples de mesures qui sont prises pour améliorer l'intégration des questions liées au genre. Bien qu'elles en soient encore à leur tout début, ces mesures ont déjà entraîné une meilleure intégration de l'égalité des genres et des considérations liées à l'analyse comparative entre les genres plus dans les analyses, les politiques et les programmes du gouvernement.

Le lancement du Plan d'action a créé des possibilités de mobiliser davantage les dirigeants politiques du Canada, y compris le premier ministre et les ministres, en faveur du Programme FPS. Les diplomates canadiens cherchent à cerner de nouvelles façons d'appuyer les efforts consentis dans le cadre de ce programme en tendant constamment la main à de nouvelles organisations de défense des droits des femmes et à des femmes remarquables travaillant à la consolidation de la paix, particulièrement au niveau communautaire. Cela a favorisé la formation de nouveaux réseaux et liens avec des champions du Programme FPS partout dans le monde. Le Canada s'est activement efforcé de faire en sorte que les voix des femmes soient entendues dans les tribunes de promotion de la paix et de la sécurité. Par exemple, il a créé le Conseil consultatif sur l'égalité des genres, qu'il a chargé de conseiller la présidence du G7 sur les mesures concrètes à prendre pour promouvoir l'égalité des genres, il a invité des militantes pour la paix à participer à une activité sur le renforcement des voix des femmes artisanes de la paix pendant la réunion des ministres des Affaires étrangères sur la Corée du Nord, en janvier 2018, et il a invité la société civile à l'aider à préparer la réunion des femmes ministres des Affaires étrangères, à Montréal, et à y participer.

Le Plan d'action a aussi créé des possibilités de promouvoir le Programme FPS au Canada. Une meilleure compréhension des répercussions propres au genre des conflits et de la façon dont ils renforcent les formes multiples et interreliées de discrimination auxquelles font face les minorités religieuses, les femmes autochtones et les personnes LGBTQ2, par exemple, a aidé à définir les efforts que le Canada déploie en matière de réinstallation des réfugiés, y compris les femmes et les filles yézidiennes et d'autres survivants de Daech.



Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté Ahmed Hussen et des organisations de la société civile qui soutiennent les nouvelles venues discutent de l'intégration des femmes immigrées sur le marché du travail.

Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (Centre canadien) a été mis sur pied en juin 2017 pour offrir leadership et soutien dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence au Canada. Dans tous ses partenariats, le Centre canadien veille à ce que les efforts faits pour comprendre et prévenir la radicalisation menant à la violence au Canada, et lui faire échec, intègrent les principes du Programme FPS, en consultant divers groupes de citoyens et diverses organisations communautaires; en prêtant attention aux facteurs caractéristiques de risque et de prévention ainsi qu'aux points forts et aux vulnérabilités des diverses collectivités, des familles, des femmes et des jeunes; en intégrant les considérations liées au genre et à la diversité dans la conception, la mesure des résultats et l'évaluation des programmes. En collaboration avec Affaires mondiales Canada, le Centre canadien dirige aussi les efforts internationaux de notre pays dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Un exemple des résultats obtenus pendant la période visée ici réside dans l'intégration des considérations liées au genre dans les engagements pris par le G7 relativement à la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Les politiques reflétant les principes du Programme FPS ont aussi aidé à accroître les efforts pour améliorer l'égalité des

genres dans les FAC et à la GRC, une étape importante en vue de renforcer la sensibilisation à l'égalité des genres chez les militaires canadiens envoyés en déploiement dans le cadre d'opérations internationales de paix et d'autres missions de stabilisation.

Le nouveau Plan d'action a aussi procuré au gouvernement du Canada une occasion de mettre à l'essai une approche pour suivre les investissements dans l'aide internationale qui favorisent le Programme FPS. Il est essentiel de suivre le financement pour mettre en évidence la progression de la mise en œuvre du Plan d'action, pour garantir un soutien continu au Programme FPS et pour renforcer la responsabilisation. Jusqu'ici, il n'existe aucune méthode reconnue au niveau international pour suivre le financement accordé à ce programme. L'annexe du présent document décrit l'approche que le Canada a adoptée pour suivre l'évolution des investissements dans le Programme FPS. Cette approche s'appuie sur les marqueurs politiques en matière d'égalité des genres et sur les codes-objets thématiques élaborés par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Quand le Canada a organisé, avec les États Unis, une réunion des ministres des Affaires étrangères sur la stabilité et la sécurité dans la péninsule coréenne à Vancouver, des femmes artisanes de la paix ont été invitées à présenter leurs recommandations et à participer à une table ronde dirigée par la ministre des Affaires étrangères du Canada. L'initiative a fourni une importante occasion d'entendre les points de vue et les opinions de représentants de la société civile, y compris des femmes militantes pour la paix, en leur donnant accès aux décideurs et en établissant un précédent en vue de réunions futures.

DÉFIS

Pour faire progresser le Programme FPS, il faut nécessairement collaborer avec de nombreux partenaires au sujet d'enjeux difficiles, dans des zones fragiles et touchées par des conflits. Les défis associés au travail dans de tels contextes ne sont pas étrangers au gouvernement, mais ils demeurent pernicious. Dans certains cas, par exemple, les administrations locales peuvent être parties à un conflit donné, être des partenaires peu fiables, voire constituer la source de l'instabilité à laquelle le Canada essaie de remédier. La difficulté d'amorcer un dialogue est aggravée quand des normes de genre discriminatoires sont accentuées par le conflit et quand les hommes et les femmes font passer l'égalité des genres après les préoccupations liées à la sécurité, qu'ils perçoivent comme étant plus pressantes. Dans les sociétés qui sont touchées par un conflit et qui sont également très patriarcales, les obstacles à la participation des femmes au dialogue peuvent être énormes. Les femmes qui exercent leurs droits peuvent être perçues comme menaçantes, ce qui entraîne des représailles sous forme d'exclusion, ou même de mauvais traitements infligés par leur famille et leur collectivité.

En appuyant la collecte de preuves des violations du droit pénal et humanitaire international par Daech et le régime syrien, notamment des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, le Canada s'est heurté à diverses difficultés propres au contexte. Un manque de sécurité, l'accès retardé aux zones

« Des partenaires participant à la mise en œuvre des programmes ont le sentiment que l'inclusion des femmes dans les processus de paix et de sécurité est impossible en Iraq, pays conservateur sur les plans culturel et social, et cela constitue un défi constant. L'égalité des genres n'est pas une priorité, car "nous avons une guerre à faire". Maintenant que le Canada a fourni un conseiller en matière d'égalité des genres, le Mécanisme de financement des Nations Unies pour la stabilisation fait désormais expressément rapport sur la participation des femmes aux activités de stabilisation, en particulier sur les plans des moyens d'existence et de la restauration des logements. Pour suivre le rendement des programmes, on recueille des données ventilées par genre. L'obstacle des normes culturelles et sociales, qui semblait impossible à surmonter jusqu'ici, est franchi grâce à des interventions créatrices dans certains cas. »

– Diplomate canadien en Iraq

d'où Daech avait été chassé et la lassitude des témoins ont compté parmi les principaux obstacles. Les survivants et les témoins ont exprimé une exaspération grandissante face aux délais qu'il fallait pour obtenir justice et face à un sentiment de fatigue psychologique dû au fait qu'ils ont eu à raconter leurs expériences à de nombreux médias et de nombreuses ONG. Cela pourrait également être le cas des réfugiées rohingyas, qui pourraient se trouver par inadvertance doublement victimisés.

Plusieurs des difficultés décrites ci-dessus se retrouvent dans le contexte syrien. Bien que le Canada ait réussi à militer en faveur d'une augmentation du nombre de femmes au sein de la Commission syrienne des négociations (CSN), le soutien financier fourni par le Canada au Groupe consultatif de femmes, créé par l'ONU en 2016 pour représenter les points de vue des femmes aux pourparlers de paix de Genève, a produit des résultats limités. Bien que l'existence du Groupe ait permis aux femmes de faire entendre leurs points de vue pendant les négociations, leur engagement a été entravé par les obstacles à une participation significative et les débats en cours sur le choix des représentants.

Vu les contextes complexes et fluides des conflits où les programmes sont mis en œuvre, il est difficile d'en mesurer les résultats avec précision. Le présent document est le premier rapport d'étape annuel sur la mise en œuvre du nouveau Plan d'action. Comme ses bases de référence et ses indicateurs viennent d'être créés, le rapport porte surtout sur les résultats à court terme des activités du gouvernement. Il est difficile de mesurer le changement aux premières étapes du Plan d'action. En outre, dans bien des cas, le Canada coopère avec de multiples partenaires quand il exécute des programmes et des projets FPS. L'association des résultats aux contributions particulières du Canada apportées à des activités plus vastes de nombreux intervenants risque de poser des défis quant aux rapports et à l'attribution des résultats obtenus.

Le Canada a pris des mesures pour appuyer les organisations locales de défense des droits des femmes grâce à des mécanismes tels que le Fonds canadien d'initiatives locales et le Fonds des femmes pour la paix et l'aide humanitaire (FFPAH), mais des difficultés demeurent lorsqu'il s'agit de financer les organisations communautaires de femmes. Les formalités de présentation d'une demande risquent de s'avérer trop lourdes pour certaines organisations, et l'administration des petits projets par les donateurs peut être difficile ou inefficace. Des questions concernant la crédibilité d'organisations locales nouvelles ou inconnues comportent d'autres défis. En fin de compte, bien que des mécanismes de financement conçus pour limiter les risques pour la Couronne puissent aller à l'encontre du désir du Canada de soutenir des organisations de femmes en devenir et des agentes du changement, le gouvernement travaille avec ardeur pour trouver des outils et des processus adaptés à la tâche.

Au cours de la dernière année, les partenaires fédéraux du Plan d'action sont parvenus à comprendre beaucoup mieux l'importance du Programme FPS pour atteindre les buts liés à la paix et à la sécurité. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire pour s'assurer que les fonctionnaires intègrent plus systématiquement ce programme dans leurs politiques et leurs programmes.

² La CSN a réagi en faisant passer le nombre de femmes parmi ses membres de deux à six (soit 17 % du nombre total de membres). Une délégation de négociatrices de la CSN est venue au Canada en mai 2018; c'était la première visite d'une délégation « entièrement composée de femmes » dans une capitale d'un pays aux vues similaires, et cela a remonté le moral et accru la crédibilité des femmes membres de l'opposition syrienne et des représentantes des cercles de la société civile.



La ministre du Développement international Marie-Claude Bibeau au Soudan du Sud, juin 2017.

« Au Soudan du Sud, des normes et des attitudes sociales et institutionnelles rigides empêchent d’inclure les femmes et leurs droits dans le processus décisionnel local, régional et national. Afin d’aider à surmonter cet obstacle, l’ambassade conjugue le militantisme et les programmes, par exemple en soutenant des organisations communautaires de promotion des droits des femmes dans les efforts qu’elles déploient pour faire valoir ces droits et en travaillant avec des femmes chefs de file cherchant activement à faire en sorte que le processus de paix favorise l’avancement des intérêts des femmes. »

– Diplomate canadien au Soudan du Sud

RÉSULTATS

La présente section résume les résultats des efforts consentis par le Canada – qu’il s’agisse des programmes, des démarches diplomatiques ou du renforcement des capacités internes – au cours de l’exercice financier 2017 2018 (du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018), en fonction des cinq principaux objectifs du Plan d’action. Dans les rapports ministériels, qui font complément au présent résumé narratif, on a attribué aux cibles définies dans le plan de mise en œuvre une des cinq cotes suivantes pour mesurer les progrès accomplis : trop tôt pour faire rapport; attention nécessaire; généralement sur la bonne voie; sur la bonne voie; cible atteinte ou dépassée. Ce résumé fournit une cote globale à l’égard des cibles trouvées dans les plans de mise en œuvre pour l’année examinée et il comprend des exemples illustrant les résultats du Canada³.

1^{er} objectif : Accroître la participation significative des femmes, ainsi que des organisations et des réseaux de femmes à la prévention, à la résolution des conflits et à la reconstruction des États après les conflits.



Activistes de la paix du Burundi et du Mali et le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix lors d’un événement franco-canadienne à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies à New York, mars 2018.

Cote : Sur la bonne voie

L’année dernière, le Canada a poursuivi cet objectif en menant diverses initiatives telles que des négociations de paix officielles et le soutien accordé aux efforts locaux de consolidation de la paix et de médiation. Voici quelques exemples qui illustrent ces efforts :

- En Afghanistan, les démarches du Canada ont entraîné la nomination de six femmes au Conseil supérieur de paix du gouvernement afghan⁴.

³ L’élan important engendré par le lancement et l’approbation de haut niveau du deuxième Plan d’action national du Canada a suscité de nombreuses possibilités nouvelles dans les zones fragiles et touchées par les conflits, possibilités qui n’ont pas été cernées quand le Plan d’action a été dévoilé. Par conséquent, le présent rapport d’étape ne fait pas état de bon nombre des toutes dernières activités du gouvernement dans le contexte du Programme FPS. Par exemple, les activités menées dans des pays non mentionnés dans les plans de mise en œuvre (l’appui fourni par le Canada aux défenseurs des droits des femmes dans le sud de la Thaïlande et le soutien accordé par notre pays à la création de l’Association ukrainienne des femmes policières) ne sont pas prises en compte dans le présent rapport.

⁴ Une raison couramment invoquée dans le passé pour exclure les femmes du Conseil supérieur de la paix, mis sur pied en 2010 pour négocier avec des éléments des talibans, était qu’il n’y avait « aucune femme qualifiée ». Le Canada a organisé (avant la période visée par le rapport) une série d’ateliers avec des militantes défendant les droits des femmes, ce qui a permis de dresser une liste de femmes hautement qualifiées qui a été présentée au président de l’Afghanistan. Neuf femmes ont ensuite été nommées au Conseil, dont six qui figuraient sur cette liste.

- En Colombie, en raison de l'appui exprimé par le Canada en faveur de la participation des femmes autochtones aux efforts de consolidation de la paix, 20 membres du Conseil national des femmes autochtones ont reçu une formation, dont 15 prennent activement part au processus décisionnel et aux activités de communication dans le contexte du processus de paix en Colombie.
- Au Mali, grâce au soutien financier du Canada, des centaines de femmes ont pu acquérir des compétences accrues en leadership et en matière de consolidation de la paix.
- Au Burundi, l'appui fourni par le Canada au FFPAAH a aidé à créer un réseau de médiation pour les femmes qui prévient efficacement la violence au niveau local.
- En Iraq, à la suite d'un projet ayant permis de former dans ce pays 42 femmes sur les processus décisionnels se rapportant à la réconciliation nationale dans les zones libérées, quatre d'entre elles se sont portées candidates lors des élections parlementaires de 2018 et 13 autres ont été des organisatrices dans ce contexte.
- Le Canada s'est associé au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour appuyer des organisations de femmes dans sept pays membres du réseau N-Peace⁵, et avec l'International Civil Society Action Network (ICAN) pour soutenir des organisations de défense des droits des femmes en Syrie, en Iraq, en Afghanistan et dans d'autres pays.

Au Soudan du Sud, le Canada a collaboré avec la société civile et des pays aux vues similaires pour accroître le nombre de groupes défendant les droits des femmes et celui des femmes chefs de file représentés dans le processus de paix. L'ambassade a employé les médias sociaux et traditionnels et diverses activités pour militer en faveur de la participation significative des femmes au sein de l'Intergovernmental Authority on Development (IGAD)⁶ et auprès d'autres intervenants, y compris les parties au conflit. Cela a entraîné l'accroissement du nombre de femmes faisant partie du High Level Revitalization Forum (HLRF)⁷ et un engagement pris par les parties membres du HLRF d'inclure des femmes et des filles et de prendre leurs besoins en compte dans la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités signé le 21 décembre 2017⁸.

- Dans des tribunes multilatérales, le Canada a mis sur pied et préside maintenant un Groupe des amis des femmes, de la paix et de la sécurité à Genève; ce groupe s'apparente au Groupe d'amis dirigé par le Canada à New York. Ces entités facilitent le partage des renseignements, font valoir les positions stratégiques et mettent à profit les effets des efforts de promotion des droits.

⁵ N-Peace est un réseau qui encourage le leadership des femmes dans les contextes de la prévention et de la résolution des conflits et dans celui de la consolidation de la paix. Les sept pays en question étaient l'Afghanistan, le Pakistan, l'Indonésie, le Népal, les Philippines, le Myanmar et le Sri Lanka.

⁶ L'IGAD est une organisation régionale qui réunit Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda et qui travaille en faveur de l'établissement de la paix, de la prospérité et de l'intégration régionale dans la Corne de l'Afrique. L'IGAD facilite les pourparlers de paix au Soudan du Sud et joue un rôle de médiation dans ce contexte.

⁷ Les dirigeants de l'IGAD ont créé le HLRF en juin 2017 pour raviver l'accord de paix de 2015 au Soudan du Sud. Le HLRF poursuit ses efforts en ce sens.

⁸ L'article 2.5 de l'Accord se lit comme suit : « Chaque partie et toute entité assumant des responsabilités à l'égard d'un aspect quelconque de l'Accord prendra les mesures nécessaires pour faire en sorte que les femmes et les filles ne soient ni exclues ni désavantagées dans la mise en œuvre des divers éléments du présent Accord et que leurs vulnérabilités et besoins spéciaux soient pleinement pris en compte. »



La ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland dans le camp de réfugiés Rohingya, Cox's Bazar, Bangladesh, avril 2018.

2^e objectif : Prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre commise lors de conflits ainsi que l'exploitation et les abus sexuels perpétrés par des soldats de la paix et d'autres membres du personnel international, incluant le personnel humanitaire et du développement, intervenir dans ces cas de violence, d'exploitation et d'abus, et mettre fin à l'impunité les concernant

Cote : Généralement sur la bonne voie

Le gouvernement se soucie en priorité de prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSBG) liée aux conflits, d'aider les survivantes et d'obliger les auteurs de cette violence à rendre des comptes. Cela vaut aussi pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels (EAS). Les soldats de la paix et le personnel fournissant l'aide internationale sont chargés de protéger les plus vulnérables. La confiance leur ayant été accordée a été violée dans le passé, et le Canada travaillera résolument pour prévenir les abus de

ce genre dans l'avenir et prendre les mesures qui s'imposent à cet égard. Tout au long de la période visée par le rapport :

- Le chargé d'affaires du Canada à Bagdad, d'autres diplomates partageant ses vues et tout un éventail d'intervenants tels que des membres du Conseil des représentants (Parlement irakien) ont milité contre l'apport de modifications à la Loi sur le statut personnel. Ces modifications auraient autorisé le mariage d'enfants dès l'âge de neuf ans. Par suite de ces efforts conjoints et des interventions de la société civile irakienne, ces modifications ont été retirées.
- Reconnaissant que l'impunité constitue un obstacle de taille à la condamnation et à la prévention des cas de VSBG, le Canada a déployé des enquêteurs de ces cas auprès de la Mission d'enquête des Nations Unies au Myanmar, de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie et de la Commission des droits de la personne au Soudan du Sud. Ces mesures ont permis de recueillir des témoignages qui ont débouché sur la production de documents ayant mis en évidence la fréquence et la brutalité des cas de VSBG.

- Le Canada a aussi travaillé pour faire en sorte que Daech rende compte de ses violations du droit pénal et humanitaire international, y compris contre les Yézidis, et il a fourni son appui pour renforcer les capacités institutionnelles de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala.
- Le Canada a contribué au travail du Réseau pour la poursuite des auteurs des crimes de nature sexuelle dans les zones de conflit (Prosecution of Conflict-related Sexual Violence Network), qui relève de l'Association internationale des procureurs et des poursuivants et qui renforce la responsabilisation grâce, par exemple, à l'adoption d'approches progressistes des poursuites des cas de violence sexuelle.
- Le Canada a travaillé pour susciter un engagement accru en faveur de la lutte contre l'EAS commis par les soldats de la paix de l'ONU et le personnel des organisations d'aide, et pour procurer un soutien aux victimes⁹.
- Au début de 2018, le gouvernement du Canada a aussi entrepris des efforts pour faire en sorte que les politiques et les procédures voulues soient en place dans tous ses programmes d'aide internationale afin de prévenir l'EAS et d'en réduire le risque dans l'exécution de ces derniers.
- Au cours de la période visée par le rapport, aucun Casque bleu canadien ou membre canadien du personnel onusien en déploiement au nom du gouvernement du Canada n'a été accusé d'EAS, mais l'ONU a corroboré une telle accusation portée au cours de l'exercice financier 2016 2017 contre un policier canadien prenant part à une mission de maintien de la paix, et les autorités canadiennes continuent d'enquêter sur cet incident.
- Au Canada, comme dans d'autres pays qui fournissent du personnel pour les opérations de paix, des failles dans les cadres de responsabilisation ont empêché dans certains cas d'assujettir les intervenants à des sanctions disciplinaires ou juridiques. C'est là un domaine du Plan d'action où d'autres mesures s'imposent pour remédier aux lacunes et renforcer les cadres de responsabilisation visant les soldats de la paix canadiens.

⁹ Un exemple réside dans la Déclaration du G7 à Whistler sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels dans le domaine de l'aide internationale, adoptée en juin 2018. Mentionnons aussi l'appui fourni par le Canada au Fonds des Nations Unies pour le soutien des victimes d'EAS; le Bureau de la coordonnatrice spéciale pour l'amélioration de la réponse de l'ONU à l'EAS; l'adhésion du premier ministre au Cercle de leadership du Secrétaire général en matière d'EAS de l'ONU.



Policières lors de la cérémonie du quartier des policières à Kaboul, avril 2018.

3^e objectif : Promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans les zones fragiles, touchées par un conflit et après les conflits

Cote : Sur la bonne voie

Le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, la protection de leurs droits et l'égalité des genres sont au cœur de la politique étrangère féministe du Canada, y compris sa Politique d'aide internationale féministe. Les résultats obtenus au cours de la première année d'existence du Plan d'action comprennent ce qui suit :

- Le Canada a contribué l'augmentation du pourcentage de femmes au sein de la Police nationale afghane¹⁰ et à la construction du quartier des policières à Kaboul, où celles-ci et leur famille peuvent se loger en sécurité.
- Les efforts du Canada visant à établir au Guatemala un système de justice davantage axé sur la question de l'égalité des genres ont produit des résultats; par exemple, plus de 220 membres du personnel du secteur de la justice¹¹ ont reçu une formation sur l'égalité des genres.

- Au Mali, le soutien que le Canada a fourni pour améliorer l'accès des femmes à la justice a aussi donné des résultats : ainsi, 80 femmes ont bénéficié d'une aide juridique, et les dossiers de 23 d'entre elles ont été menés à bien (une hausse considérable par rapport aux six cas réglés en 2016-2017).
- Avec l'appui du Canada, un réseau d'organisations défendant les droits des femmes dans la région des Grands Lacs, y compris la République démocratique du Congo (RDC) et le Burundi, réseau qui amplifie la voix des femmes dans leur lutte pour participer à la vie politique et faire respecter leurs droits, est devenu un agent important pour remédier au problème de la VSBG dans la région.
- Grâce au soutien fourni par le Canada aux coopératives rurales¹² en Colombie, 95 femmes ont reçu une formation de conteuse-narratrice pour aider les victimes à recadrer et à surmonter leurs expériences traumatisantes impliquant la violence. En tout, 3 455 personnes (dont 60 % étaient des femmes) ont reçu une formation sur les droits des femmes. Ce programme a aussi



Formation électorale en Afghanistan, avec le soutien du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL).

¹⁰ La représentation des femmes dans la Police nationale afghane est passée de 2 % à 3 % depuis 2016. L'objectif du Canada consiste à atteindre le seuil fixé par les Forces de sécurité et le ministère de la Défense nationale de l'Afghanistan, soit 5 % dans le cas de la police.

¹¹ La formation a été donnée à 175 membres du personnel de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala. Elle vise à renforcer le secteur de la justice en améliorant ses capacités de faire enquête sur le crime organisé et d'intenter des poursuites contre lui, y compris contre la criminalité fondée sur le genre, et à 48 membres de l'Unité anti-immunité du Bureau du procureur public.

¹² Les coopératives rurales sont un élément clé de la stratégie du gouvernement colombien visant à établir la paix dans les collectivités touchées par le conflit armé.

Par l'intermédiaire du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), qui sert à financer de petits projets et qui est directement géré par le réseau des missions du Canada à l'étranger, le Canada réussit à soutenir toute une gamme d'organisations locales qui comprennent à fond le contexte local et les besoins des collectivités. L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles sont à la fois des priorités distinctes et des thèmes intersectoriels des programmes du FCIL. Pendant la période visée par le rapport, plus de 2 millions de dollars ont été déboursés pour appuyer 82 projets liés à la mise en œuvre du Programme FPS. Dix-neuf organisations locales de défense et de promotion des droits des femmes et des filles dans les États fragiles et en proie à un conflit étaient au nombre des bénéficiaires.

favorisé la participation accrue et significative des femmes au travail des coopératives et associations rurales, notamment à titre de décideuses.

- Dans le cadre de son rôle en tant que carrefour pour l'égalité des genres pour le Groupe de travail sur la stabilisation de la Coalition mondiale contre Daech, le Canada a milité avec succès pour l'expansion du FFPAH en Iraq; cette décision a été rendue possible par les contributions financières du Canada et du Royaume Uni.
- À la suite des efforts déployés dans les tribunes multilatérales, et sur l'initiative du Canada, l'accent a été mis sur la mobilisation des hommes et des garçons à l'égard de la résolution annuelle du Conseil des droits de l'homme sur l'élimination de la violence contre les femmes et les filles.

ÉGALITÉ DES GENRES, SÉCURITÉ ET RESSOURCES NATURELLES

Par suite d'un projet soutenu par le Canada de concert avec l'organisation civile IMPACT et visant à établir des chaînes d'approvisionnement minier responsables et exemptes de conflit en République démocratique du Congo, 62 femmes de cinq collectivités et de six sites d'exploitation minière ont créé le Réseau pour le renforcement du pouvoir des femmes dans les communautés minières (RAEFECOM). Ce réseau a pour but d'améliorer les conditions de vie des femmes, de promouvoir leurs droits, de faciliter leur accès aux services sociaux et de susciter la solidarité entre elles. Le réseau documente les cas de violence sexuelle et travaille avec des organisations locales pour faire en sorte que les victimes aient accès aux services dont elles ont besoin. La création du RAEFECOM confirme le renforcement des rôles des femmes dans le processus décisionnel et en matière de leadership dans les collectivités concernées.

- Au Canada, la réinstallation de femmes et de filles yézidiennes et d'autres victimes de Daech a été menée à bien et dans le Budget de 2018, le gouvernement a réservé des fonds pour l'accueil de 1 000 autres femmes et filles réfugiées venant de diverses zones de conflit.¹³ Cette somme sert aussi au soutien des nouvelles venues qui appartiennent à des minorités visibles, le but étant d'éliminer les obstacles pouvant nuire à leur emploi.

¹³. Cela s'ajoute aux cibles prévues de réinstallation des réfugiés par l'intermédiaire du Programme Femmes en péril.

4^e objectif : Subvenir aux besoins particuliers des femmes et des filles dans les contextes humanitaires; notamment, veiller au respect de leurs droits sexuels et à l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive

Cote : Sur la bonne voie

Le Canada a joué un rôle de chef de file mondial dans la promotion de l'aide humanitaire tenant compte de l'égalité des genres, et des services de santé sexuelle et reproductive, en augmentant les niveaux de financement, en intensifiant la défense des droits et en prenant des initiatives comme celle par laquelle la ministre du Développement international assure la promotion du mouvement mondial SheDecides. En outre, le gouvernement est heureux de confirmer que :

- L'aide humanitaire intégrant l'égalité des genres est passée de 53 % à 93 % durant la période visée¹⁴.
- Pour la RDC, la Syrie et l'Iraq, des pays ciblés dans le cadre du Plan d'action et qui reçoivent un important niveau d'aide humanitaire canadienne, 100 % des programmes d'aide humanitaire comprennent des dispositions tenant compte de l'égalité des genres. Ces résultats ont été obtenus grâce à une série de mesures, telles que la mise à jour des Lignes directrices sur les propositions de financement présentées par les organisations non gouvernementales d'Affaires mondiales Canada, la formulation de conseils supplémentaires au personnel et aux partenaires, et l'établissement de l'ordre de priorité des propositions de projets sensibles au genre.

- Au Guatemala, 37 899 adolescentes, autochtones pour une grande majorité, sont mieux en mesure d'exprimer et d'exercer leurs droits de faire des choix de vie importants, comme l'établissement d'une relation ou le mariage, la procréation, la sexualité et l'éducation.
- En Haïti, le Canada a appuyé la construction d'une clinique de maternité qui améliorera l'accès aux services de planification familiale, de prévention et de dépistage du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles, ainsi qu'aux services aux victimes de violence sexuelle.
- Le Canada a encouragé l'action humanitaire tenant compte du genre et la prestation de services de santé sexuelle et reproductive et droits connexes par d'autres intervenants en sensibilisant les interlocuteurs et en participant à des mécanismes internationaux. Par exemple, à titre de coprésident du Groupe de travail des États/donateurs de l'appel à l'action lancé pour la protection contre la violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence, le Canada a dirigé des efforts de sensibilisation qui ont conduit au Fonds des Nations Unies pour la population de renforcer son approche à l'égard de la violence fondée sur le genre dans les opérations humanitaires, notamment par la mise en place d'un coordonnateur spécialisé dans le domaine.
- Les considérations liées au genre constituaient également l'une des principales priorités du Canada dans le cadre des négociations relatives aux nouveaux Pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations, le Canada plaidant en faveur d'approches tenant compte de la question de l'égalité des genres dans les négociations et les déclarations¹⁵.

¹⁴ La cible visée dans le plan de mise en œuvre est 80 % d'ici 2021.

¹⁵ Ces documents n'ont pas été finalisés à la fin de la période visée par le rapport; les résultats complets seront présentés dans le prochain rapport d'étape.



Le ministre de la Défense nationale Harjit Sajjan avec la Secrétaire générale de la Francophonie Michaëlle Jean et des jeunes activistes de la paix à Vancouver, novembre 2017.

Objectif 5 : Renforcer la capacité des opérations de paix à faire avancer le Programme FPS, notamment par le déploiement d'un plus grand nombre de femmes et par l'intégration entière du Programme FPS aux opérations des FAC et au déploiement des forces policières

Cote : Généralement sur la bonne voie

Le Canada a entrepris toute une série de nouvelles initiatives visant à renforcer la capacité des opérations de paix à faire avancer le Programme FPS au cours de la période visée.

- L'initiative novatrice quinquennale Elsie, axée sur la participation des femmes aux opérations de paix, a été lancée par le Canada en novembre 2017 afin de mettre à l'essai de nouvelles façons d'accroître la participation significative des femmes qui

servent en uniforme et qui occupent des fonctions militaires dans les opérations de paix de l'ONU. Un Groupe de contact composé de 11 pays¹⁶ a été mis sur pied pour appuyer les objectifs de l'Initiative Elsie, et un atelier international de conception de deux jours a eu lieu, auquel ont assisté plus de 120 experts et professionnels.

- Le Canada, le Royaume-Uni et le Bangladesh ont lancé un nouveau Réseau des chefs d'état major de la défense FPS afin de mettre en commun les pratiques exemplaires et de comparer les progrès réalisés de façon à éliminer les obstacles et les défis liés à l'intégration du Programme FPS dans les armées nationales. Le Canada succédera au Royaume-Uni en tant que président du réseau en 2019.
- Des efforts ont été consentis pour recruter des femmes pour le déploiement du Canada à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Les femmes représentent 14 % du contingent canadien, y compris le commandant adjoint de la Force opérationnelle. En outre, le Canada a déployé un conseiller en matière d'égalité des genres.
- Au Canada, plusieurs mesures ont été prises pour recruter et maintenir en poste des femmes dans les FAC, notamment la campagne de recrutement « Osez vous surpasser » qui cible des groupes de tous les genres et de toutes les orientations sexuelles. Au cours de la période visée, 5 032 offres d'emploi de la Force régulière ont été faites, ce qui a entraîné le recrutement de 860 femmes (17 %). Actuellement, les femmes représentent un peu plus de 15 % des FAC¹⁷.

¹⁶ Les membres du Groupe de contact sont l'Argentine, la France, le Ghana, les Pays-Bas, la Norvège, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, la Suède, le Royaume-Uni et l'Uruguay.



La Réunion des ministres de la Défense sur le maintien de la paix des Nations Unies à Vancouver, novembre 2017.

- La GRC a conçu un sondage visant à cerner les obstacles potentiels et à faciliter la participation des femmes aux activités policières. Il sera mené auprès des policières canadiennes l'an prochain, lorsqu'un plan d'action sur cet enjeu sera également élaboré.
- Les femmes représentaient 18 % des 45 policiers canadiens récemment déployés dans le cadre d'opérations de paix internationales au cours de l'exercice, comparativement à 14 % l'année précédente¹⁸.
- Le Canada a également appuyé les efforts des Nations Unies visant à accroître le nombre de femmes qui assurent le maintien de la paix. Par exemple, le financement canadien a contribué aux efforts déployés par la police de l'ONU pour offrir des cours de perfectionnement des officiers de police supérieurs en Éthiopie et en Malaisie, auxquels 91 policières chevronnées ont participé.

Améliorer la capacité du gouvernement du Canada à mettre en œuvre le Plan d'action

Cote : Généralement sur la bonne voie

Les partenaires du Plan d'action fixent un certain nombre de cibles pour améliorer leur propre capacité de mettre en œuvre les objectifs du Plan d'action, y compris la formation sur le Programme FPS, l'amélioration de l'intégration de l'analyse comparative entre les genres plus et les programmes d'égalité des genres.

- Les partenaires fédéraux ont travaillé à l'amélioration de leur structure de coordination et à l'intégration du Plan d'action aux cadres ministériels de production de rapports et de résultats.
- CFC a continué de collaborer avec les partenaires du Plan d'action pour améliorer leur capacité interne à appliquer l'analyse comparative entre les genres plus.

¹⁷ Les femmes représentaient 14,9 % de la Force régulière et 16,3 % de la Première réserve, soit une moyenne de 15,3 % au 1^{er} janvier 2018. L'objectif est d'atteindre 25 % de femmes dans l'armée canadienne d'ici la fin de l'exercice financier 2025-2026.

¹⁸ Sur les 70 policiers déployés au cours de l'exercice, les femmes comptaient en moyenne pour 19 % en 2017-2018, et pour 18 % en 2016-2017. L'objectif est de 20 %, ce qui correspond à celui de l'ONU.

- Le MDN et les FAC ont constitué un Centre de responsabilité conjoint (CRC) de l'analyse comparative entre les genres plus qui a pour mandat d'assurer une approche conjointe visant à intégrer les perspectives de l'égalité des genres et de la diversité dans toutes leurs activités, et qui s'est engagé à rendre obligatoire le cours d'introduction à l'analyse comparative entre les genres plus en ligne pour tout le personnel.
- La GRC a poursuivi ses efforts pour promouvoir l'égalité des genres et la diversité à tous les niveaux de l'organisation, notamment par l'entremise d'un nouveau Conseil national pour la diversité et l'inclusion. Celui-ci est chargé de finaliser le Plan pour la diversité et l'équité en emploi 2017-2020, tandis qu'une nouvelle unité est pour sa part chargée de la culture de l'effectif et de la mobilisation des employés afin de promouvoir l'égalité des genres et le changement culturel à long terme, notamment en veillant à l'utilisation de l'analyse comparative entre les genres plus dans l'ensemble de l'organisation¹⁹.
- La formation à l'égalité des genres a été donnée à 194 employés (ambassades et administrations centrales) par des spécialistes de l'égalité des genres de la Direction de l'égalité des genres d'Affaires mondiales Canada, par rapport à 135 employés en 2015-2016 et à 147 autres en 2016-2017. Depuis, les employés d'Affaires mondiales Canada ont reçu une trousse sur l'égalité des genres pour les aider dans la conception de leurs programmes.
- En collaboration avec le Royaume-Uni, le gouvernement a élaboré un nouveau cours de deux jours sur le genre et les conflits pour les fonctionnaires. Le cours a été offert deux fois pendant la période visée par le rapport²⁰.
- À la fin de la période visée par le rapport, 95 % des responsables des programmes et des gestionnaires du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix d'Affaires mondiales Canada avaient suivi une formation sur l'égalité des genres ou sur le Programme FPS.
- Un réseau de coordonnateurs représentant tous les partenaires du Plan d'action fédéral a été mis sur pied pour aider à coordonner la mise en œuvre du Plan d'action, et le nombre d'employés d'Affaires mondiales Canada qui se consacrent à l'avancement du Programme FPS et à la coordination de la mise en œuvre du Plan d'action a augmenté. Cette capacité accrue a eu pour résultats l'élaboration d'une trousse de promotion du Programme FPS pour les missions à l'étranger, l'apport d'un soutien rapide aux ambassadeurs et aux autres représentants pour appuyer les activités et la promotion du Programme FPS, le lancement de séances de sensibilisation au Programme FPS avec les partenaires et les programmes du Plan d'action, et des consultations avec d'autres pays pour partager les leçons apprises sur l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux.

¹⁹. La nouvelle unité chargée de la culture de l'effectif et de la mobilisation des employés a été créée à la fin de 2016.

²⁰. Ce nouveau cours, qui a été donné pour la première fois en juin 2018, s'ajoute à d'autres formations, comme un cours de deux jours sur la protection des civils qui comprend un volet



PROCHAINES ÉTAPES

Des progrès considérables ont été réalisés au cours de la période visée par le rapport pour mettre en œuvre le Plan d'action. Les tâches importantes de la deuxième année et des années suivantes comprennent un engagement à :

- nommer un ambassadeur du Programme FPS et créer un bureau pour appuyer ce poste;
- élaborer une approche pour faire progresser le Programme FPS en ce qui concerne les femmes et les filles autochtones, notamment en élargissant le partenariat fédéral;
- mettre en œuvre les engagements du G7 relatifs au Programme FPS;
- améliorer les indicateurs du plan de mise en œuvre, notamment pour mieux mesurer les répercussions et saisir les données ventilées selon le genre;
- envisager d'ajouter des objectifs de mise en œuvre, par exemple sur les ressources naturelles et le rôle que leur exploitation peut jouer dans les conflits ou l'instabilité, ainsi que leurs répercussions disproportionnées sur les femmes et les filles, en particulier les femmes et les filles autochtones;
- mettre davantage l'accent sur le soutien aux jeunes en tant qu'agents du changement dans la promotion de la paix et de la sécurité;
- mettre davantage l'accent sur la mobilisation des hommes et des garçons dans la lutte

contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, et la promotion de l'égalité des genres dans les situations de conflit;

- explorer plus à fond les moyens de soutenir les organismes communautaires de défense des droits des femmes;
- mieux comprendre les rôles multiples et complexes des femmes dans les conflits, y compris en tant que participantes actives à la violence.

Afin d'améliorer la cohérence des politiques, la coordination et l'intégration du Programme FPS à tous les niveaux du gouvernement, et plus particulièrement dans les situations de conflit émergentes, le gouvernement explorera :

- Les différentes options permettant d'intégrer les conseils du nouvel ambassadeur du Programme FPS;
- La définition approfondie des rôles des champions du Programme FPS et les points d'intérêt au niveau des experts;
- L'augmentation du nombre de séances de sensibilisation au Programme FPS pour les partenaires du Plan d'action;
- L'acquisition d'une compréhension commune du genre et d'une approche féministe dans le contexte du Programme FPS;
- La façon de renforcer la collaboration déjà étroite avec les partenaires de la société civile et d'améliorer la coordination avec les intervenants autochtones.

Cette année marque une période passionnante pour le Canada et pour tous les défenseurs du Programme FPS. Ensemble, nous continuons de mettre l'accent sur la réalisation des cinq principaux objectifs du Plan d'action grâce à des efforts diplomatiques, de promotion et de prestation de programmes qui s'appuient sur les leçons tirées de nos efforts à l'échelle mondiale. Le gouvernement du Canada renouvelle son engagement à atteindre les objectifs de son Plan d'action au fur et à mesure que ses activités et ses extrants se transforment en résultats durables.

Annexe A

Suivi des investissements en matière d'aide internationale pour promouvoir les femmes, la paix et la sécurité

Contexte : Il n'existe pas de méthode approuvée à l'échelle internationale pour faire le suivi des investissements en matière d'aide internationale afin de faire progresser le programme FPS. Dans les rapports portant sur le cadre du Plan d'action précédent, au cours des exercices financiers 2014-2015 et 2015-2016, Affaires mondiales Canada a fait le suivi de son financement lié au Programme FPS à l'aide d'une méthode qui comprenait le financement total alloué aux projets destinés à faire progresser particulièrement le Programme FPS ou qui comportaient une composante à cet effet d'après une analyse effectuée par des agents de programme individuels. En raison de la nature subjective de ces analyses, les rapports ont pu contenir des incohérences ou des données inexactes.

Nouvelle méthode de suivi du financement au Canada :

En tenant compte de ces leçons et en s'appuyant sur l'approche du Comité d'aide au développement (CAD) de OCDE pour saisir les sommes consacrées à l'aide internationale affectées à la promotion de l'égalité des genres dans les États fragiles, le Canada a élaboré une nouvelle méthode de suivi des dépenses du Programme FPS. Celle-ci est fondée sur une combinaison de codes du CAD de l'OCDE²¹, de codes d'égalité des genres d'Affaires mondiales Canada²² et d'une liste d'États fragiles et touchés par des conflits créée à partir de trois indices : l'indice des États fragiles, l'indice mondial de la paix et le rapport de l'OCDE sur la fragilité. Les projets sont saisis dans notre base de données de projets au moyen de ces critères de recherche. Grâce à l'application des codes-objet du CAD de l'OCDE, la méthode permet de saisir avec plus de précision les composantes pertinentes des projets du Programme FPS, ce qui permet d'obtenir des rapports plus précis sur les montants de financement.

Financement du Programme FPS : Selon cette nouvelle méthode et pour la période visée par le rapport, les rapports préliminaires indiquent qu'Affaires mondiales Canada a déboursé environ 408 millions de dollars pour des projets visant à faire avancer le programme FPS, comparativement

²¹. **Codes-objet de l'OCDE :** Coordination des secours et services de soutien et de protection; Aide alimentaire d'urgence; Assistance matérielle et services d'urgence; Aide à la reconstruction et à la réhabilitation; Conflit, Paix et Sécurité; Dispositifs civils de construction de la paix et de prévention et de règlement des conflits; Participation à des opérations internationales de maintien de la paix; Gestion et réforme des systèmes de sécurité; Politiques publiques et gestion administrative; Organisations et institutions de lutte contre la corruption; Développement des services juridiques et judiciaires; Développement et administration des politiques de justice et de maintien de l'ordre; Police; Système judiciaire; Prisons; Participation démocratique et société civile; Élections; Assemblées législatives et partis politiques; Médias et liberté de l'information; Droits de la personne; Élimination de la violence faite aux femmes et aux filles; Enseignement primaire; Droits sexuels et génésiques; Soins en matière de fertilité; Planification familiale; Lutte contre les MST et le VIH/sida; Formation de personnel en matière de santé de la population et génésique; Atténuation de l'impact social du VIH/sida; Politique/programmes en matière de population et gestion administrative. **Codes internes d'Affaires mondiales Canada :** Lutte contre l'extrémisme violent et les terroristes étrangers; Lutte contre le financement du terrorisme; Prévention de l'extrémisme violent; cybercriminalité.

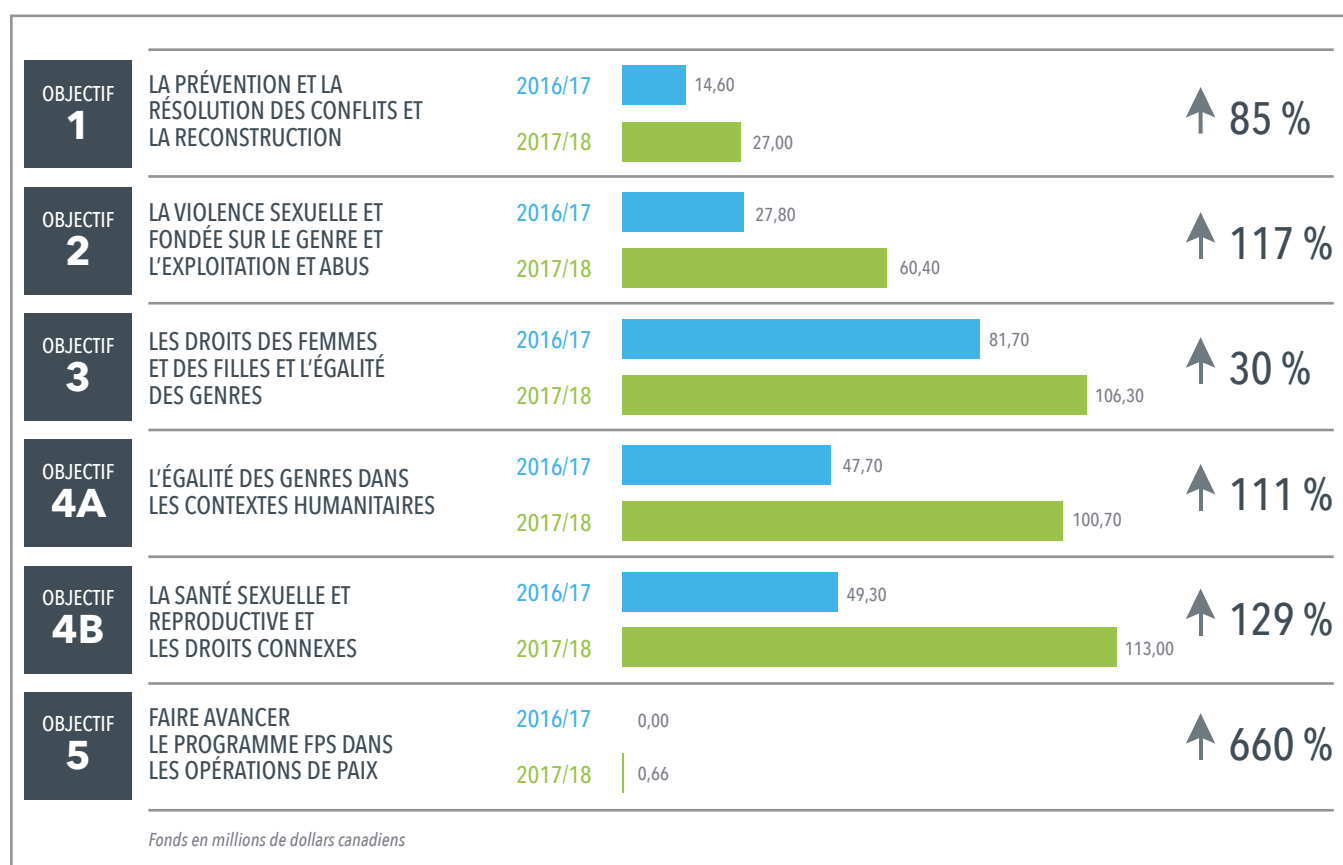
²². Affaires internationales Canada fait le suivi des codes GE-02 et GE-03 afin de saisir avec plus de précision les données des programmes FPS. Le Canada définit le code GE-02 (l'égalité des genres est pleinement intégrée) comme une initiative qui entraînera des changements observables sur le plan du comportement, de la pratique ou du rendement et qui contribuent à l'égalité des genres, et le code GE-03 (l'égalité des genres est ciblée) comme une initiative où l'égalité des genres est le principal objectif de l'initiative.

à 221 millions de dollars l'année précédente.²³

²⁴ Ces chiffres proviennent de 215 projets qui intègrent pleinement la question de l'égalité des genres (GE02) et de 55 autres qui visent à promouvoir l'égalité des genres (GE03).

Dans les pays visés par le Plan d'action, Affaires mondiales Canada a déboursé les montants suivants pour le Programme FPS : 41,4 millions de dollars en Iraq; 39,3 millions de dollars en Syrie; 31,5 millions de dollars en Afghanistan;

23,2 millions de dollars en Haïti; 22 millions de dollars en RDC; 20,6 millions de dollars au Mali; 18,7 millions de dollars en Jordanie; 18,6 millions de dollars au Liban; 12,1 millions de dollars en Colombie; 10,6 millions de dollars au Soudan du Sud; 6,4 millions de dollars au Myanmar; 3,7 millions de dollars au Guatemala; et 1,7 millions de dollars au Burundi.



Il est à noter que certains des domaines susmentionnés englobent un éventail beaucoup plus vaste de questions que d'autres, ce qui se reflète dans les montants de financement.

²³ Le suivi du financement du Programme FPS pour l'exercice financier 2016-2017 ne comprenait pas les programmes de lutte contre la criminalité et de lutte contre le terrorisme, qui représenteront 20 M\$ du chiffre total pour l'exercice financier 2017-2018.

²⁴ Ces données sont préliminaires et sujettes à changement. Tous les rapports sur les dépenses consacrées à l'aide internationale font l'objet d'un contrôle de qualité, à la suite duquel les données définitives sont ajustées. Pour l'exercice financier 2016-2017, le contrôle de la qualité a été effectué pour les dépenses consacrées à l'aide internationale, de sorte que les rapports pour cette période sont exacts. Toutefois, pour l'exercice financier 2017-2018, les dépenses consacrées à l'aide internationale feront l'objet d'un contrôle de qualité en janvier 2019. Par conséquent, les dépenses réelles du Canada au titre du Programme FPS pour l'exercice financier 2017-2018 ne seront disponibles que dans le rapport d'étape de 2018-2019.

Voici une ventilation des décaissements d’Affaires mondiales Canada qui correspond dans l’ensemble aux principaux objectifs du Plan d’action : ²⁵

Limites et défis : Comme pour toute déclaration financière, cette méthode comporte des limites et des défis. Premièrement, la décision de n’inclure que les projets GE02 et GE03 (mais pas GE01) peut exclure certains projets qui contribuent à la mise en œuvre du Plan d’action sans être axés sur l’égalité des genres, comme la formation des Casques bleus en matière d’EAS. Un autre exemple est celui des projets liés à la SDSR dans les contextes humanitaires qui prennent en compte les besoins particuliers des femmes et des filles et qui contribuent à la mise en œuvre du Plan d’action, mais qui ne respectent pas les exigences supplémentaires d’un codage supérieur lié à l’égalité des genres, comme la promotion du renforcement du pouvoir des femmes. Deuxièmement, les projets axés sur les

filles profitent généralement aussi aux garçons (lorsqu’ils ciblent les enfants ou les jeunes), et la méthode ne précise pas la proportion du financement qui profite particulièrement aux filles.

Un autre défi consiste à ventiler les chiffres en fonction des principaux objectifs du Plan d’action, étant donné que ceux-ci sont interdépendants et que certains projets contribuent à plus d’un objectif. Dans ce cas, pour éviter le double comptage, un projet a été attribué à l’un ou l’autre. Les objectifs du Plan d’action ont également été quelque peu modifiés, aux fins du suivi du financement, afin de créer des distinctions mieux adaptées à la programmation entre les différents domaines du Programme FPS.

Malgré ces limites, le gouvernement croit que la méthode minimise la marge d’erreur et permet une comparaison et une mesure fiable des progrès sur une base annuelle. En limitant le suivi des projets qui intègrent pleinement les considérations de genre (GE02) ou qui ciblent spécifiquement l’égalité des genres (GE03), on sera en mesure de se concentrer sur ceux qui produisent des résultats supérieurs en matière d’égalité des genres et, dans l’ensemble, avec une plus grande certitude, de faire progresser le Programme FPS de manière significative. Le gouvernement se réjouit à l’idée de partager les leçons apprises et de collaborer avec d’autres pour améliorer davantage la méthode.

²⁵ Le Programme des opérations de paix et de sécurité est le plus important contributeur à l’objectif un. En raison du renouvellement du mandat du au cours de l’exercice financier 2016-2017, le programme n’a pas été en mesure de déboursier des fonds avant la fin de l’exercice, ce qui a entraîné une baisse des dépenses consacrées au Programme FPS pour l’exercice financier 2016-2017.

